

**René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Éditions Aubier-Montaigne, 1982, 544 p.**

Yoland Sénécal

Crise et changements idéologiques  
Numéro 4, automne 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/041009ar>  
DOI : <https://doi.org/10.7202/041009ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sénécal, Y. (1983). Compte rendu de [René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Éditions Aubier-Montaigne, 1982, 544 p.] *Politique*, (4), 178–184.  
<https://doi.org/10.7202/041009ar>

René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Éditions Aubier-Montaigne, 1982, 544 p.

La droite est souvent négligée par les intellectuels — depuis l'après-guerre en tous cas — et c'est sans doute la raison pour laquelle on possède peu de travaux de fond sur celle-ci. Pourtant, il apparaît essentiel d'étudier la droite française, qui a presque constamment occupé le pouvoir depuis la naissance de la

IV<sup>e</sup> République. Dans ce sens *Les droites en France* de René Rémond est un ouvrage capital. Publié pour la première fois en 1954, il a suscité depuis un intérêt accru pour les études sur la droite. Cette fois, c'est une édition entièrement renouvelée et actualisée (qui va au-delà de la victoire de la gauche en 1981) que R. Rémond nous présente. On y retrouve l'idée directrice de l'auteur, laquelle avait paru très neuve en 1954 et qui a été adoptée par plusieurs: à savoir qu'il n'y a pas une droite en France mais *trois*, dont on peut suivre la filiation depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours: contre-révolutionnaire, orléaniste et bonapartiste.

Au départ, il convient de faire état des bases théoriques qui sous-tendent les analyses de René Rémond. Première remarque: la non correspondance entre les classes sociales et les appartenances politiques et idéologiques. Seconde remarque — plus importante encore —: la droite et la gauche ne sont pas des essences; c'est-à-dire que les éléments qui les spécifient ne sont pas de toute éternité fixés à droite ou à gauche. Ainsi le nationalisme, qui fut d'abord une valeur de gauche avant d'en devenir une de droite. Le régionalisme — la décentralisation — a connu un itinéraire inverse: d'abord situé à droite il appartient maintenant surtout à la gauche. Un autre élément tendant à prouver que droite et gauche ne sont pas des essences fixées de toute éternité à gauche ou à droite réside dans le fait que le partis ne le sont pas non plus. Il y a en effet un mouvement qui déplace les forces politiques de la gauche vers la droite; de nouvelles gauches naissent et «poussent» les anciennes vers la droite. Est-ce à dire que la distinction, que la dichotomie droite/gauche est à rejeter, qu'elle ne correspond à rien de réel, qu'aucune typologie n'est possible? Certes non. Pas pour René Rémond en tous cas, pour qui la distinction précitée est bien concrète. Depuis près de deux cents ans, écrit-il, «des millions de citoyens et d'électeurs y ont cru comme à une donnée objective et se sont

comportés leur vie durant dans leurs votes, leurs engagements comme si droite et gauche existaient. » (p. 29). Au vrai, pour notre auteur, « Droite et gauche sont des modalités d'une lecture globale des réalités idéologiques et politiques. C'est une manière d'organiser la diversité du réel dans une structure. À un moment où la notion de structure est reconnue comme une catégorie intellectuelle fondamentale et pénètre la plupart des sciences de l'homme, l'acceptation du binôme droite-gauche comme facteur structurant le champ des opinions et des comportements collectifs devrait rencontrer moins de résistances. » (p. 31) Ainsi, il ne faut pas mésinterpréter Rémond ; l'existence de trois droites ne signifie pas l'absence d'éléments structurant l'ensemble de *la* droite.

Cela dit, ce n'est pas une « histoire des droites », au sens traditionnel, que R. Rémond entreprend, mais plutôt une genèse de leur filiation, une « archéologie » comme dirait Foucault. Les couches politico-idéologiques successives qui se présentent au regard du politicologue sont analysées par celui-ci, qui y retrouve la trame de trois familles d'esprit. Notre but ne sera pas ici de suivre l'auteur dans ses analyses — il y faudrait de très longs développements — mais de préciser les traits généraux.

La première tradition de droite — première au sens chronologique — est celle de la contre-révolution. Nous sommes ici en présence d'une contestation radicale des idées de la Révolution et de son esprit, c'est « la tradition faite système », érigée en politique, incorporée dans la sensibilité. » (p. 37). Cette école de pensée valorise fortement une monarchie forte et tutélaire, une société corporatiste, la famille, la religion. À l'époque de la Restauration, les « ultras » ont été le noyau initial de cette famille politique. Après la chute de la branche aînée, elle s'est poursuivie avec le légitimisme (1830-1883) puis, de façon plus insidieuse, dans d'autres mouvements : l'Action française

(en partie), les partisans du régime de Vichy et, aujourd'hui, R. Rémond voit dans l'intégrisme catholique l'héritier de l'école contre-révolutionnaire.

La seconde famille — l'orléanisme — est née à la faveur de la monarchie de Juillet (1830-1848). Il s'agit de l'association du libéralisme, de la monarchie constitutionnelle, de la démocratie parlementaire avec la conservation sociale; l'élément dominant de cette école de pensée est selon notre auteur la recherche du « juste milieu », de la modération. Lorsque les espoirs de restauration monarchique se sont amenuisés, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les orléanistes ont accepté la République, avec plus ou moins de bonne grâce. Ils sont devenus l'essentiel de la droite parlementaire, avec l'Alliance Républicaine; sous la IV<sup>e</sup> République, on les retrouve dans le Centre National des Indépendants, ceux qu'on nommait justement les « modérés ». Enfin, sous la V<sup>e</sup> République, cette famille politique survit essentiellement avec les Républicains Indépendants, dont Valéry Giscard d'Estaing a été l'élément central. On voit donc bien ici la filiation des R.I. (aujourd'hui composante dominante de l'U.D.F.) avec l'orléanisme.

La troisième droite est plus problématique. C'est un « amalgame d'éléments originellement hétérogènes, mais qui a acquis une cohérence et une consistance propres sous le signe de l'autorité et du nationalisme: elle a un précurseur dans le bonapartisme. » (p. 37). Rémond veut voir la continuation de cette école dans le boulangisme, les ligues fascistes de l'entre-deux-guerres, enfin dans le gaullisme. Il semble bien que la filiation établie par notre auteur soit véridique. Car qu'est-ce que le bonapartisme, en fin de compte? Un homme fort, l'accent mis sur le nationalisme, l'exercice d'une démocratie directe faisant apparaître un lien privilégié entre le chef et son peuple, au-delà des intermédiaires, d'où l'anti-parlementarisme qui est un élément de base de ce système. Napoléon III, Boulanger, de

Gaule, d'autres encore, se retrouvent dans cette famille d'idées. De même que les fascistes français, selon Rémond, qui ne sont ainsi qu'un avatar du nationalisme. Car, autrement, s'il y avait eu un fascisme français clairement identifié et autonome, il lui eut fallu ajouter une quatrième école de droite.

À travers le temps, c'est donc une *permanence* de certains facteurs idéologiques qui s'inscrit dans le développement des trois traditions de droite. Mais, avec les années, de nouveaux éléments viennent s'ajouter, comme des couches géologiques successives, modifiant ou complétant l'une ou l'autre des droites. « Je ne prétends pas affirmer autre chose, dit Rémond, que l'existence et la pérennité de sortes d'archétypes qui acquièrent avec la durée historique une cohérence qui leur permet de subsister: quelque chose qui n'est pas sans similitude avec les idéals types de Max Weber. » (p. 39) De la sorte, on ne peut tout faire entrer dans ces catégories, par exemple il n'est pas facile de classer l'Action française et surtout la « Nouvelle droite ».

« Aujourd'hui, affirme René Rémond, la division droite-gauche s'impose de nouveau et plus que jamais. Qui oserait présentement la discuter? » (p. 350) Pour le reste il y a, selon lui, un avenir pour les traditions de droite car elle font partie, comme celles de la gauche du reste, du « patrimoine national » de la France.

Le livre de René Rémond apporte donc des éléments essentiels pour « rendre intelligible l'enchaînement des faits ». À la fois historien et politicologue, l'auteur intègre parfaitement ces disciplines. Bien sûr, l'historien attentif y retrouvera quelques erreurs de détails, assez peu nombreuses au demeurant et sur lesquels nous n'élaborerons pas. Nous voulons cependant faire état ici de quelques problèmes d'importance. En premier lieu, le défaut majeur de cet ouvrage est qu'il ne met pas en interaction les mouvements politico-idéologiques avec le social. Tout se passe comme si le développement des idéologies et des forces

politiques se produisait dans un monde à part, ayant peu de lien avec le réel social. Si la théorie marxiste infrastructure/superstructure, qui pose l'idéologique et le politique comme un effet de la base économique ne nous semble pas acceptable, une position inverse, qui en prend le contrepied, ne l'est pas davantage. Sur un autre plan, nous avons dit précédemment que dans l'esprit de René Rémond, au-delà des trois traditions de droite, il y avait des facteurs structurant l'ensemble de la droite. Dans ce sens, on se pose la question à savoir quels ont été, hier, aujourd'hui ou dans la continuité historique, ces facteurs. Or ceux-ci n'apparaissent *jamais clairement*, ce qui est pour le moins regrettable. Un autre problème touche la question du radicalisme. Pour Rémond, on doit classer ce mouvement à gauche, même s'il fut socialement conservateur. Pourquoi? Afin d'éviter l'anachronisme que serait le classement à droite d'un phénomène vécu en son temps comme étant de gauche, et qui fut effectivement opposé à la droite. Mais ceci pose une question épistémologique qui n'est pas négligeable: n'est-il pas permis au savant de juger et de classer les choses en fonction d'une typologie stricte qui ne réfère pas au vécu sociologique antérieur. Certains ont emprunté cette voie, en hésitant à classer à gauche le radicalisme, comme Madeleine Rébérioux (dans *La République radicale?*, Paris, Seuil, 1974). Quant à nous, le radicalisme nous semble en effet un phénomène très ambigu, oscillant entre gauche et droite, comme l'actuelle division de ce qui reste des radicaux le démontre. Nous voulons souligner enfin une question que nous ne résoudrons pas dans les lignes qui suivent: il s'agit du fascisme en France. Nous l'avons vu, pour Rémond, il n'y a pas de mouvement spécifiquement fasciste en France, les fascistes ne sont qu'une branche de la famille bonapartiste. Cependant, le plus récent historien à étudier ces questions en vient à des conclusions contraires: pour Zeev Sternhell il existe bel et bien un fascisme français; mais celui-ci, cependant, n'est pas

uniquement tributaire de la droite car il n'est « ni droite, ni gauche ». (Cf. *La droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, 1978 et surtout le plus récent ouvrage de Sternhell, *Ni droite, ni gauche*, Paris, Seuil, 1983.)

Mais les remarques qui précèdent n'enlèvent pas aux *Droites en France* toutes ses qualités. Qui plus est, en raison de ses annexes contenant des documents divers (statistiques, cartes, témoignages) suivies par une large bibliographie commentée, le livre de René Rémond apparaît comme un gigantesque *dossier* sur les droites françaises depuis la Restauration jusqu'à la défaite du président Valéry Giscard d'Estaing. Il est indispensable pour chaque politicologue qui porte intérêt à la France.

Yoland Senecal,  
Université de Montréal